



COMMUNIQUÉ DE PRESSE  
Rencontres inter-associatives de la FRAAP  
vendredi 5 juin 2015, à Reims

La situation que connaissent aujourd'hui de nombreux acteurs du secteur artistique et culturel n'épargne personne : artistes, collectifs, associations, institutions, entreprises, etc., toutes et tous dénoncent des difficultés croissantes à monter et développer leurs projets. La baisse des moyens financiers, le manque de temps et de compétences face à une exigence bureaucratique insatiable ne sont qu'une infime partie des nombreuses difficultés rencontrées communément par l'ensemble du secteur artistique et culturel.

Subie par le secteur associatif (et particulièrement par les associations d'artistes plasticiens) et dénoncée par la FRAAP depuis de nombreuses années, cette situation aboutit aujourd'hui à une dégradation extrême des conditions de travail des artistes plasticiens et des acteurs associatifs. Les difficultés économiques que nous rencontrons quotidiennement, dûes par les resserrements budgétaires sur le champ culturel par bon nombre de collectivités territoriales, le désengagement de l'État en matière de soutien à la création et les résultats des élections départementales, nous persuadent de la venue d'un bouleversement de l'écosystème des arts plastiques. Concentration du financement public de la culture sur des grosses structures, généralisation de formes d'évaluation par la puissance publique des projets artistiques à partir de critères formels et standardisés, uniformisation et resserrement des procédures de partenariats privilégiant des logiques commerciales, tels sont quelques unes des raisons qui font craindre à nous, artistes et militants du secteur associatif des arts plastiques, notre disparition dans les 3 ans à venir.

Nous déplorons que nous, artistes et associations d'artistes plasticiens, soyons toujours et encore plus éloignés du soutien de l'État et des collectivités territoriales en matière de politique culturelle. L'absence des arts plastiques dans l'avant-projet de loi sur la liberté de création, l'architecture et le patrimoine est un exemple frappant parmi d'autres.

Les difficultés économiques que nous rencontrons quotidiennement aggravent nos conditions déjà dégradées de travail et nous obligent à maintenir cet état de survie que nous subissons depuis déjà 7 ans... Mais jusqu'à quand ? Comment pouvons-nous encore porter des projets ambitieux sur tous les territoires lorsque l'ensemble du secteur des arts plastiques et particulièrement les artistes et les associations d'artistes vivent dans leur immense majorité dans la précarité et demeurent totalement invisibles aux yeux des politiques ?

Tout le monde s'accorde sur le fait que le financement public de la culture n'est pas une « dépense » comme les autres. Pour autant, cet argument est utilisé pour justifier l'apport d'aides financières, logistiques, médiatiques à un nombre très limité d'acteurs, sans aucune prise en compte de la diversité notamment économique du secteur artistique et culturel. Comment faire en sorte que la puissance publique comprenne qu'elle ne peut pas placer un unique curseur, désigner une unique direction, par souci de facilité d'appréhension et d'évaluation, mais qu'elle s'appuie sur la diversité du secteur artistique et culturel comme productrice de richesse ?

Dans cet état critique pour tous, nous affirmons que nous sommes  
les garants d'une réelle démocratie culturelle,  
les vecteurs de valeurs telles que la solidarité, la coopération et la responsabilité collective  
au service de l'intérêt général et du bien commun

Nous faire disparaître, en nous écartant du dialogue politique et du dialogue social, en nous déniaient des champs législatif, économique et idéologique, c'est faire disparaître les initiatives citoyennes en matière culturelle, c'est nier le pouvoir des artistes et des associations d'artistes à construire le vivre-ensemble, c'est programmer la fin de la création artistique et l'effondrement du secteur culturel dans son ensemble.

Nous refusons cette situation, nous refusons cette absence de dialogue avec la puissance publique, nous refusons de subir ces dénis que nous rencontrons quotidiennement, nous refusons de disparaître pour des logiques de simplification.

Afin de faire connaître cette situation critique et de réaffirmer, toujours et encore plus, les missions essentielles que nous, associations d'artistes plasticiens et artistes, assurons pour garantir l'accès à tou-te-s et pour tou-te-s à la culture, et le maintien de l'équité territoriale en matière culturelle, nous vous donnons rendez-vous pour en débattre dans le cadre des Rencontres interassociatives de la FRAAP organisées le 5 juin, à Reims.